

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

UNITÉ SYNDICALE DE CLASSE ET GRÈVE GÉNÉRALE POUR CONTRER LE PAS DE CHARGE DU GOUVERNEMENT

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS,

22/03/2018

Dans tous les vieux pays impérialistes, la crise du capitalisme oblige la bourgeoisie à attaquer le prolétariat. Partout les lamentations de la bourgeoisie sont les mêmes : coût du travail trop élevé, marché du travail pas assez flexible, charges sociales trop élevées pour les entreprises, nécessité de réformer l'assurance chômage, afin de pousser les travailleurs à accepter n'importe quelles conditions de salaire et de travail, ramener l'âge de la retraite à 67 ans.

En cette matière l'Allemagne sert de modèle, car sa bourgeoisie, sous le gouvernement de coalition SPD-Vert de Schröder, a dès 2000 pris des mesures radicales, ce qui fait qu'aujourd'hui 25 % de la force travail est précarisée et paupérisée, – 30 % au Japon – contre 15-20 % dans les autres pays européens.

Mais la bourgeoisie française veut rattraper son retard par rapport à son compère et concurrent allemand. Elle n'est cependant pas restée les bras croisés durant tout ce temps. Progressivement, lentement mais sûrement, elle a modifié le code du travail, avec le concours des syndicats réformistes, dans un sens plus adapté aux besoins de l'accumulation du capital. Une inflexion majeure a été apportée sous le gouvernement de Gauche de Jospin en 2000 avec la loi sur les 35h. Cette loi, en échange d'une semaine basée sur 35h, a permis une grande flexibilité dans les horaires de travail. Il devenait alors possible, suivant les besoins, d'augmenter les horaires de travail sans payer d'heures supplémentaires, et de les réduire, lorsque l'activité venait à baisser : les travailleurs récupérant alors les heures travaillées en plus les mois précédents.

A cela s'ajoute un large recours au travail temporaire grâce aux CDD – contrat à durée déterminée –, l'organisation, comme partout ailleurs, d'un chômage structurel pour peser sur les salaires, et l'importation massive de main-d'œuvre étrangères à bas coût.

Toutefois, pour résister à la compétition internationale toujours plus vive, l'ensemble de ces mesures ne suffit pas. Ce n'est pas faute d'avoir essayé à plusieurs reprises d'imposer des « réformes », mais à chaque fois, devant la mobilisation des travailleurs la bourgeoisie et son gouvernement ont dû reculer. On pourra rappeler trois grandes luttes qui ont justement obligé la bourgeoisie à faire marche arrière : la grande grève des cheminots de 1986, puis de 1995 et le mouvement anti-CPE¹ de janvier-mars 2006.

Cependant les différents gouvernements successifs, avec la complicité des syndicats réformistes, ont réussi à imposer un certain nombre de mesures, dont les deux plus marquantes sont le report du départ à la retraite à 62 ans, tout en préparant les conditions juridiques pour ramener ce départ à 67 ans, et la loi El-Khomri qui porte sur une réforme en profondeur du code du travail.

Le nouveau train de mesures vise à compléter ces réformes. Sur le code du travail en allant plus loin dans l'assouplissement des conditions de licenciement et surtout sur son coût, et en renforçant la négociation au niveau de l'entreprise, au détriment des négociations par branche. Ensuite va venir une réforme en profondeur de l'assurance chômage : réduction de la durée des indemnités et de leur coûts et obligation d'accepter toute offre de travail à partir de deux propositions. Puis la réforme des retraites qui fera que, si l'on veut partir avec une retraite permettant d'assurer un niveau de vie décent, il faudra travailler jusqu'à 67 ans, sans pour autant avoir la garantie de conserver son emploi. Sans oublier le démantèlement du service

1 CPE : contrat première embauche. Le projet du gouvernement Villepin était à terme de remplacer les CDI – contrat à durée indéterminée – et les CDD par un contrat unique. Contrat qui aurait permis à l'employeur de licencier quand il voulait : on embauche quand on a besoin, et on licencie quand l'activité baisse.

public en vue de sa privatisation qui conduira à un renchérissement pour les usager, mais à de juteux profits pour la bourgeoisie.

L'ensemble de ces mesures qui vise à rendre plus compétitive l'industrie française et donc permettre une meilleure accumulation du capital, va surtout conduire à un désastre social. On a depuis 2 ans à l'échelle internationale une légère reprise de la production industrielle, mais cette reprise sera de courte durée, dès que la récession va revenir, ces mesures en rendant les licenciements plus faciles produira une véritable explosion du chômage et une aggravation de la précarité et de la misère pourtant déjà notable – plus de 14 % de la population vit avec moins de 850€ par mois.

Pendant il est possible de faire barrage à ces mesures, comme l'ont démontré les grèves longues et dures et les manifestation de 1986, de 1995 et de 2006, sans oublier la grève de la santé de 1988, qui ont fait plier les gouvernements de l'époque.

Ce n'est pas avec une **grève perlée**, qui **arrange la direction** en lui permettant de s'organiser pour contrer la grève, et en organisant des défilés séparés que l'on pourra faire reculer la bourgeoisie et son gouvernement.

Si l'on veut faire reculer la gouvernement il faut organiser une **grève dure et unitaire des cheminots**, du **secteur de la santé** qui est aussi directement attaqué et des **différents services publics** prêts à se battre. Et organiser des défilés et des manifestations communes. Pas de défilés séparés, la lutte est la même. Ils s'agit d'une **attaque générale contre l'ensemble des travailleurs** ! Le gouvernement actuel a été poussé en avant par la Bourgeoisie spécialement pour ça.

Mais pour mener une lutte sérieuse contre la bourgeoisie, il faut **sortir des syndicats de régime** qui font semblant de vous organiser, et constituer un vrai syndicat de classe, qui cherche à unifier l'ensemble des travailleurs et qui n'a pas peur de conduire des luttes dures et longues si nécessaire, comme les cheminots en 1986, ou dans le secteur de la santé en 1988 et de nouveau les cheminots en 1995.

Une véritable organisation de combat est d'autant plus nécessaire que bien d'autres luttes sont à venir. En effet le mode de production capitaliste n'a plus aucune raison d'être, c'est un mode de production parasitaire qui n'a survécu jusqu'à nos jours que grâce à deux guerres mondiales. La deuxième par ses destructions massives et ses massacres a permis au capitalisme mondial de recommencer tout un cycle d'accumulation presque sans crise de 1945 à 1975. Depuis le capitalisme, suivant un cycle de 7 à 10 ans rentre régulièrement dans des crises de surproduction. Et de cycle en cycle, les contradictions économiques ne font que s'accumuler préparant une crise historique de surproduction pire que celle de 1929. La « mondialisation », c'est-à-dire le développement du capitalisme dans les pays en développement, surtout en Asie et en particulier en Chine, a permis aux grands pays impérialistes de gagner 30 ans. Mais à son tour l'accumulation du capital dans ces contrées produit les mêmes crises économiques que dans les vieux pays impérialistes. La Chine en 2015-2016 a connu une récession dans l'industrie lourde. Tous les symptômes d'une grave crise de surproduction à venir sont présents comme dans les vieux pays impérialistes : fort ralentissement de la croissance industrielle, endettement public et privé aussi élevé que dans les vieux pays capitalistes, spéculation foncière et boursière frénétique, etc, etc...

Le capitalisme a rempli son rôle historique : **socialiser les forces productives**, c'est-à-dire développer la **base économique du communisme**. Il ne reste plus qu'une tâche à accomplir, difficile mais nécessaire : renverser la bourgeoisie et son Etat par la force, l'exproprier et passer à une gestion communiste de la production et de la distribution en abolissant les rapports de production capitalistes ; le salariat et le capital et donc la base économique qu'ils présupposent, la production marchande.

Pour ce faire, il faut non seulement s'organiser dans de vrais syndicats de classe, mais aussi s'organiser politiquement en vue de la lutte finale contre la bourgeoisie qui est devenue une classe totalement parasitaire sans plus aucun rôle économique.

Dans ce but rejoignez les rangs du Parti Communiste International.

www.international-communist-party.org – icparty@interncommparty.org

*Ce qui distingue notre parti: - la ligne de Marx à Lénine à la fondation de la III^e Internationale et du Parti Communiste d'Italie à Livourne 1921, à la lutte de la Gauche Communiste Italienne contre la dégénérescence de Moscou, au rejet des fronts populaires et des blocs partisans;
- la dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaire, en contact avec la classe ouvrière, en dehors de tout carriérisme personnel et de tout électoralisme.*